

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

du

MERCREDI 26 JANVIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.34 heures et présidée par M. François-Xavier de Donnea.
De vergadering wordt geopend om 14.34 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

Le **président**: À la demande du ministre, je suis obligé de retirer les questions figurant aux points 4, 12 et 26. Le ministre n'est pas d'accord avec les réponses préparées par l'administration et demande donc le retrait de ces questions.

(Intervention hors micro)

Madame Snoy, je vous donne la parole pour une question-synthèse bien commentée.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position défendue par la Belgique au sein du Conseil sur la future politique d'investissement de l'UE" (n° 1688)

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het standpunt dat België in de Raad verdedigt inzake het toekomstige EU-investeringsbeleid" (nr. 1688)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, moi-même, en tant que présidente de commission, j'essaie de faire appliquer cette règle. Mes questions ne dépassent jamais une page A4.

Ma question concerne la position défendue par la Belgique au sein du Conseil sur la future politique d'investissement de l'Union européenne.

À la suite de l'entrée en vigueur du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'Union européenne s'est vue octroyer la compétence exclusive en matière d'investissements directs étrangers, dans le cadre de la politique commerciale commune.

En juillet 2010, la Commission a adopté une proposition de règlement ainsi qu'une communication afin de définir la politique européenne dans ce domaine.

Bien qu'elle envisage à terme le transfert vers l'Union européenne de la totalité des compétences en matière d'investissement international, la Commission suggère, dans ses propositions, d'instaurer des dispositions transitoires permettant aux États membres de modifier leurs accords bilatéraux d'investissement (ABI) existants ou d'en conclure de nouveaux avec des États tiers. Durant cette période transitoire, l'Union se réserverait néanmoins le droit de négocier exclusivement avec des partenaires commerciaux importants pour la conclusion d'accords d'investissement (notamment le Canada, l'Inde, Singapour, le Mercosur, la Chine et la Russie).

En dehors des questions liées à la période transitoire ainsi qu'à la répartition des compétences entre l'Union européenne et les États membres, les propositions de la Commission s'attachent également à définir les règles qui encadreront les futurs accords de l'Union en la matière.

Il revient aussi au Parlement européen et au Conseil de s'accorder sur les conditions d'approbation de ces deux propositions de la Commission européenne. Le Conseil a d'ailleurs adopté des conclusions en octobre dernier à ce sujet.

Monsieur le secrétaire d'État, quelle a été jusqu'ici la position défendue par la Belgique au sein du Conseil concernant l'établissement des normes que l'Union devra appliquer dans le cadre d'accords d'investissement futurs, en particulier par rapport à la volonté de la Commission d'inclure, dans les futurs accords, des clauses relatives au libre transfert des fonds de capitaux, au principe de non-discrimination qui inclut le traitement de la nation la plus favorisée et le traitement national ou encore à la protection des droits contractuels? Qu'en est-il des principes défendus par notre gouvernement concernant le respect de normes sociales et environnementales? La façon dont sont protégés les droits des populations dans ce genre d'investissement est une préoccupation majeure de notre groupe devant une nouvelle crise alimentaire qui pourrait émerger ces prochains mois.

Le gouvernement, même en affaires courantes, a-t-il l'intention de procéder prochainement à la conclusion de nouveaux ABI ou à la révision d'accords existants sur la base de ces nouveaux règlements? Si tel est le cas, comptez-vous procéder à une révision du modèle belge élaboré en 2002, afin d'en assurer la cohérence avec le règlement européen?

01.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État: Pour la Belgique, le Traité de Lisbonne offre l'opportunité de définir une politique européenne d'investissements unifiés et ambitieux. Elle considère qu'il faut saisir cette occasion pour développer une politique collective et efficace qui permettra à l'Union de parler d'une seule voix dans un domaine d'action économique important.

L'objectif majeur de cette future politique est donc double: à la fois garantir une protection et une sécurité maximales aux investisseurs européens et assurer que l'Union européenne reste la destination première des investissements étrangers directs au niveau mondial.

Le modèle de traité bilatéral que la Belgique partage, en matière d'investissements, au sein de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, constitue le standard minimal de protection des investissements pour tout accord que l'Union envisage de négocier à ce sujet. Elle estime donc que le principe de non-discrimination, le libre transfert des fonds de capitaux et de paiements par les investisseurs, la protection contre l'expropriation, constituent des normes fondamentales pour les futurs accords d'investissement de l'Union. Elle souhaite également que ces accords futurs contiennent des dispositions assurant le respect des normes sociales et environnementales conformément au modèle de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Cette Union économique continue d'ailleurs à négocier des accords bilatéraux d'investissement avec des partenaires avec lesquels des pourparlers avaient été entamés avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. La poursuite de ces négociations respecte pleinement l'actuel modèle de l'accord en vigueur au sein de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Cependant, en principe, la Belgique ne prend pas de nouvelles décisions de signature tant que notre pays ne dispose pas d'un gouvernement fédéral de plein exercice, puisque c'était votre dernière question. De nouveaux accords bilatéraux d'investissement ne peuvent être signés en affaires courantes que lorsque la décision de signature avait été prise avant la période d'affaires courantes ou lorsque l'urgence est démontrée.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je vous remercie pour votre réponse. Je vais l'étudier plus avant quand je l'aurai par écrit. Vous comprendrez notre souci. Je comprends qu'il faut protéger nos investissements à l'étranger mais il y a un certain nombre de phénomènes, actuellement, qui risquent de priver parfois les populations les plus défavorisées dans les pays du Sud, de certains biens essentiels comme l'accès à la terre ou à l'alimentation. Il y a également toute la question de la protection de la biodiversité et de l'environnement en général. Nous ne voudrions pas que, par ses investissements, notre pays fasse fi de ce patrimoine et de ces droits sociaux.

Nous serons donc très attentifs à ce que ces clauses environnementales et sociales soient plus que deux ou trois phrases comme celles que j'avais lues dans certains accords, dont celui avec la Colombie en particulier, où l'on voyait que ces clauses étaient tout à fait légères et non contraignantes par ailleurs. Il faut à la fois négocier cela au niveau européen et l'appliquer au niveau national.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Questions jointes de

- Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections présidentielles au Bélarus" (n° 1799)

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections au Bélarus" (n° 1875)

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de presidentsverkiezingen in Wit-Rusland" (nr. 1799)

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de verkiezingen in Wit-Rusland" (nr. 1875)

02.01 **Christiane Vienne** (PS): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, le dimanche 19 décembre, les Biélorusses ont été appelés aux urnes pour élire leur président. J'étais d'ailleurs sur place dans le cadre du mandat que j'occupe à l'OSCE.

Sans surprise, Alexandre Loukachenko a été réélu avec près de 80 % des voix. Le scrutin a été suivi d'une manifestation de dizaines de milliers de membres de l'opposition et de personnes qui souhaitaient des élections démocratiques. Cette manifestation a été réprimée par la police après que des manifestants, selon la version officielle, eurent attaqué un bâtiment officiel. Suite à ces événements, sept des neuf candidats ont été arrêtés ainsi que des centaines de manifestants, parmi lesquels des militants, des journalistes et des membres de la société civile.

À l'instar des États-Unis et de plusieurs pays européens, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton, a condamné cette répression et a appelé à la libération immédiate des opposants. Par ailleurs, le chef de la mission d'observation électorale de l'OSCE, Tony Loyd, a estimé que l'élection n'a pas permis de "donner au Bélarus le nouveau départ dont il avait besoin" et que "le décompte des voix manquait de transparence". Étant sur place, je peux vous dire que ce langage est particulièrement diplomatique.

Monsieur le secrétaire d'État, l'Union européenne a été l'une des premières à condamner la répression et à encourager le Bélarus à se conformer aux recommandations de l'OSCE en ce qui concerne la réforme du code électoral. Au printemps 2009, l'Union européenne a décidé d'associer le Bélarus à son "partenariat oriental" ouvrant la voie à un réchauffement des relations avec ce pays. Par ailleurs, elle a prolongé pour un an la suspension des interdictions de visas contre certains responsables biélorusses, dont le président Loukachenko, pour ne pas compromettre le rapprochement avec ce pays.

Lors de sa réunion des ministres des Affaires étrangères le 25 octobre dernier, l'Union européenne a prorogé d'un an la suspension des interdictions de séjour sur le sol européen pour certains responsables biélorusses et a en outre proposé une aide "macrofinancière" au Bélarus si des progrès sont accomplis sur la voie de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Suite à ces événements, pensez-vous que l'Union européenne doive revoir sa politique de rapprochement à l'égard du Bélarus? Devrait-elle réexaminer sa décision de suspendre les interdictions de visas à l'égard de certains responsables politiques, dont Alexandre Loukachenko? L'aide financière serait-elle compromise? Quelle est votre évaluation de la situation politique actuelle?

02.02 **Alexandra Colen** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, de recente verkiezingen in Wit-Rusland op 19 december, waarbij president Lukasjenko werd herkozen, zijn omstreden. Er is sprake van fraude. Leden van de oppositie werden gearresteerd en demonstranten werden uiteengeslagen.

De Nederlandse minister van Buitenlandse Zaken verklaarde dat de verkiezingen in Wit-Rusland noch vrij noch eerlijk zijn verlopen.

Deelt de Belgische regering deze mening? Zo ja, welke stappen zal de Belgische regering, eventueel samen met de Europese Unie, ondernemen tegen het regime-Lukasjenko?

De Duitse en Poolse regeringen opperden eerder dat, indien de verkiezingen niet vrij en eerlijk zouden zijn, de aan Wit-Rusland beloofde EU-steun van 3,5 miljard euro niet zou worden verleend. Wat is de Belgische houding ter zake?

02.03 Olivier Chastel, secrétaire d'État: Chers collègues, permettez-moi d'abord de souligner que le ministre des Affaires étrangères partage entièrement les analyses critiques des observateurs électoraux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE et de Mme Catherine Ashton, la Haute représentante de l'Union européenne, en matière de politique étrangère et de sécurité.

Il est clair que la manière dont s'est déroulé le processus électoral au Bélarus, l'arrestation de plusieurs candidats et la répression brutale contre l'opposition en général sont loin de répondre aux normes internationales.

De EU beraadt zich op dit moment over eventuele maatregelen ten aanzien van de Wit-Russische autoriteiten. De formele beslissing wordt ten laatste op de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari genomen. Het lijkt de minister belangrijk dat de EU haar vastberadenheid en haar veroordeling van de feiten laat blijken ten aanzien van de verantwoordelijken voor electorale fraude en repressie.

De gemaakte vooruitgang op weg naar de democratie, het respect voor de mensenrechten en de rechtsstaat blijven bepalend voor de mate van toenadering tussen de EU en Wit-Rusland.

Het mag evenwel niet de bedoeling zijn om Wit-Rusland te isoleren. Daarom moet nagegaan worden hoe de EU haar inspanningen ten aanzien van de civiele maatschappij en de bevolking kan voortzetten en versterken. Ook de slachtoffers van de repressie mogen niet uit het oog verloren worden.

En ce qui concerne la suspension de l'application de l'interdiction de séjour, les conclusions du Conseil du 25 octobre 2010 stipulent que le Conseil peut décider d'appliquer de nouveau ou de lever les interdictions de séjour à tout moment. Ceci nécessite un vote unanime de la part des États membres sur le principe et les modalités, la durée, les personnes impliquées, d'une telle décision.

Inzake de EU-steun aan Wit-Rusland stellen de Raadsconclusies van 25 oktober 2010 dat macrofinanciële hulp pas mogelijk is, indien alle voorwaarden zijn vervuld, onder andere een akkoord tussen Wit-Rusland en het IMF over een nieuwe stabilisatielening.

Wij staan nog ver van een dergelijk akkoord, wat te wijten is aan de terughoudendheid van Wit-Rusland om de voorwaarden van het IMF te aanvaarden, namelijk de uitwerking van een programma voor structurele hervormingen op socio-economisch vlak en meer privatisering.

Voor zover de minister bekend is, bestaan er geen EU-documenten waarin bij een vrij en eerlijk verloop van de presidentsverkiezingen expliciet 3,5 miljard euro uit de EU-fondsen aan Wit-Rusland in het vooruitzicht worden gesteld.

In 2010 werd voor diverse, op Wit-Rusland gerichte EU-initiatieven 320 miljoen euro in het budget ingeschreven. De minister verwacht dat de Europese Unie, gelet op de gang van zaken, bij het bepalen van de omvang en het identificeren van de besteding van haar financiële hulp aan Wit-Rusland zorgvuldig te werk zal gaan.

Il est clair que la situation politique au Bélarus est toujours dominée par un président autocratique avec un appareil de forces de l'ordre très musclé. Comme les observateurs électoraux ont pu le constater, c'était la première fois qu'un espace visible, mais limité, était offert à l'opposition pour se manifester à l'occasion d'une campagne électorale. La répression depuis le 19 décembre est brutale et le ministre se demande s'il s'agit bien d'une réaction de force ou de faiblesse.

Ainsi que vous le savez, le Bélarus est un pays sensible du point de vue économique et énergétique: cela pourrait expliquer la nervosité des autorités.

La Belgique et ses partenaires européens continueront à évaluer la situation, récemment marquée par la décision de fermer le bureau de l'OSCE.

In verband met de politieke gevolgen, volgens de gegevens van de minister werden reeds 550 personen vrijgelaten. 27 vooraanstaande opposanten verblijven nog steeds in de gevangenis, zij worden beschuldigd van het organiseren van rellen en riskeren tot 15 jaar cel. Bovendien worden ongeveer 20 journalisten en verschillende studenten vastgehouden. De Europese Unie, en haar lidstaten, volgt hun situatie op de voet en

brengt ze voortdurend ter sprake in de contacten met de autoriteiten in Minsk.

02.04 **Christiane Vienne** (PS): Monsieur le ministre, le moins que l'on puisse dire c'est que, selon la formule consacrée, les élections sur place n'ont été ni *free* ni *fair*.

Vous parliez du risque d'isoler le Bélarus. Je pense que les exemples récents dans d'autres parties du monde nous montrent que lorsqu'on est trop timide avec les dictatures, de toute façon la population a des aspirations qui font que tôt ou tard le système éclate.

Il me vient de mon expérience sur place une dernière remarque. Je pense que si les élections s'étaient déroulées *free and fair*, M. Loukachenko aurait été élu quand même.

Il s'agit d'un paradoxe et d'une absurdité totale et la situation actuelle ne fait que nuire à l'image du Bélarus.

C'est invraisemblable mais il aurait été élu. Il est très populaire.

(...) (*coupure de son*)

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 **Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Amerikaanse houding ten opzichte van Congo" (nr. 1874)**

03 **Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude des États-Unis à l'égard du Congo" (n° 1874)**

03.01 **Alexandra Colen** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik stel mijn vraag naar aanleiding van het bericht dat de Amerikaanse regering Congo van de lijst van geprivilegieerde handelspartners heeft geschrapt, wegens het gebrek aan respect voor de mensenrechten vanwege de Congolese autoriteiten.

Wat vindt de Belgische regering van die beslissing?

Waarom neemt België geen gelijkaardige maatregel?

Werd België in de loop van de voorbije twaalf maanden op enigerlei wijze geconsulteerd door de Amerikaanse autoriteiten of door regeringen van andere landen in verband met de situatie in Congo?

03.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Mijnheer de voorzitter, het is niet de eerste keer dat een land wordt verwijderd van de lijst van preferentiële handelspartners onder de African Growth and Opportunity Act. In 2004 werden de Centraal-Afrikaanse Republiek en Eritrea van de lijst verwijderd, in 2005 Ivoorkust, in 2006 Mauritanië, dat terug op de lijst werd gezet in 2007, en in 2009 Guinea, Madagascar en Niger.

België neemt nota van die beslissing, die is ingegeven door de moeilijke situatie van de mensenrechten in Congo, in het bijzonder op het vlak van seksueel geweld. Dat blijkt uit contacten met het US State Department. Maatregelen van die orde zijn voor EU-lidstaten zoals België een communautaire aangelegenheid. De Europese Unie geeft voorrang aan een permanente dialoog met de Congolese autoriteiten op het vlak van de mensenrechten, in het bijzonder in het raam van de politieke dialoog op basis van artikel 8 van het Akkoord van Cotonou. Die dialoog vindt normaliter plaats in Kinshasa op het niveau van de EU-posthoofden met Congolese beleidsverantwoordelijken.

België wordt door tal van zijn partners regelmatig geraadpleegd over de toestand in de Regio van de grote meren, meer bepaald in de DRC, Burundi en Rwanda. Sinds jaar en dag vinden er zeer frequente contacten plaats met onze traditionele partners, zoals de VS, Frankrijk, Groot-Brittannië, Nederland en Duitsland. Overleg met Zuid-Afrika gebeurt ook regelmatig. Er vindt ook op regelmatige wijze overleg plaats binnen de EU over het beleid ten aanzien van de DRC.

03.03 **Alexandra Colen** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor het

antwoord. Het is een antwoord dat wij geregeld krijgen, namelijk dat er een dialoog wordt gevoerd in verband met de mensenrechten in het raam van politieke contacten met de betrokken landen. Misschien wordt het tijd om, zeker in het geval van Congo dat nu al jaren aansleept, een eerder sanctionerende houding aan te nemen in de zin dat de VS dat ook doen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het toegenomen aantal terechtstellingen in Iran" (nr. 1893)

04 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation du nombre d'exécutions en Iran" (n° 1893)

04.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, de laatste weken vonden er opnieuw talrijke terechtstellingen plaats in Iraans Koerdistan. Iran staat erom bekend dat het de internationale mensenrechten niet altijd hoog in het vaandel voert. In december 2010 werden nog verschillende Koerdische dorpen, die verdacht werden PKK-kampen te zijn, gebombardeerd door Iraanse overheidstroepen. Bovendien werden meer dan 1 000 hectaren Koerdische bossen in brand gestoken. Over het toegenomen aantal terechtstellingen luidde het Iraanse argument dat zij aanslagen hadden gepleegd die duizenden burgers het leven kostten. Actiegroepen kunnen echter moeilijk uitmaken of dit de werkelijke reden was waarom zij werden terechtgesteld. Het feit is echter dat Koerden en Soennieten nog steeds sterk worden gediscrimineerd in het overwegend Sjiietische Iran. Religieuze en etnische minderheden worden immers, zoals gebruikelijk in Iran, afgedaan als terrorisme.

Graag wens ik u volgende vragen te stellen. Bent u op de hoogte van het toegenomen aantal terechtstellingen in Iran? Kunt u meer uitleg geven bij de werkelijke reden waarom deze mensen werden terechtgesteld? Wat is hierbij het standpunt van de Belgische regering?

04.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: De minister vernam eind december eveneens berichten over een aantal op handen zijnde terechtstellingen. Daarom heeft hij op 29 december een persbericht uitgegeven waarin hij zijn grote bezorgdheid heeft geuit over de berichten betreffende executies van politieke gevangenen in Iran.

De minister heeft geen verdere informatie over de reden waarom deze mensen werden terechtgesteld. De afschaffing van de doodstraf is een prioriteit voor België en de Europese Unie. Ons land verzet zich tegen het gebruik van de doodstraf in alle omstandigheden en streeft bijgevolg naar de wereldwijde afschaffing van de doodstraf met als eerste stap de instelling van een wereldwijd moratorium.

De minister is er immers van overtuigd dat de afschaffing van de doodstraf fundamenteel is voor de bescherming van de menselijke waardigheid en de progressieve ontwikkeling van de mensenrechten. Zoals deze commissie weet, heeft België in het kader van universeel periodiek onderzoek van Iran voor de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties op 15 februari 2010 daarom aanbevelingen geformuleerd in verband met de doodstraf. De Belgische aanbeveling om de minimumstandaarden en de bepalingen van het internationale verdrag inzake burgerlijke en politieke rechten, het kinderrechtenverdrag te respecteren bij de toepassing van de doodstraf, werd aanvaard door Iran.

De minister betreurt dat de aanbeveling om zo vlug mogelijk een moratorium op de doodstraf in te voeren daarentegen verworpen werd. Tijdens het Belgisch EU-voorzitterschap, in de tweede helft van 2010, heeft de EU diverse demarches uitgevoerd en verklaringen afgelegd over verschillende individuele doodstrafzaken. Indien de omstandigheden, zoals nu, dat blijven vereisen, steunt België vanzelfsprekend het voortzetten van die inspanningen.

04.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord.

Ik wil er toch graag even op wijzen dat de repressie op Koerden niet alleen in Iran, maar ook in Irak, Turkije en Syrië heel sterk aanwezig is. Ik hoop dat België en de EU voldoende aandacht blijven schenken aan de gelegitimeerde belangen van de Koerden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de nieuwste cijfers over vermoorde en gekidnapte journalisten" (nr. 1915)

05 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les chiffres les plus récents concernant le nombre de journalistes assassinés et enlevés" (n° 1915)

05.01 **Alexandra Colen** (VB): Mijnheer de staatssecretaris, ik stel deze vraag naar aanleiding van het bekend maken van cijfers begin deze maand over vermoorde en gekidnapte journalisten. Deze cijfers en overzichten kan men terug vinden op diverse websites van journalistenverenigingen zelf, maar ook van de UNESCO, die zich zorgen maakt over het toenemende gebrek aan respect voor en geweld gepleegd op journalisten die op diverse plaatsen ter wereld hun werk proberen te doen. Nochtans gebeuren de gewelddaden waarvan sprake, in landen die lid zijn van de VN en van UNESCO.

Treedt UNESCO, naar de mening van de Belgisch regering, voldoende op tegen schendingen van persvrijheid en bedreiging van journalisten? Zou dit beter kunnen? Zo ja, hoe?

Op welke wijze komt België tussenbeide ten gunste van de pers in landen waar de persvrijheid geschonden wordt en journalisten gevaar lopen?

05.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: De minister is van mening dat UNESCO, in lijn met haar mandaat, goed werk levert op het vlak van de verdediging van de rechten van journalisten. Zo heeft bijvoorbeeld de directeur-generaal van UNESCO, mevrouw Bokova, in 2010 uitdrukkelijk de moord op meer dan 50 journalisten veroordeeld. Eind januari 2011 organiseert UNESCO bovendien een internationaal symposium over persvrijheid in Parijs.

Indien de lidstaten hiertoe bereid zijn, zou er meer gedaan kunnen worden door de Verenigde Naties en de Mensenrechtenraad in het bijzonder, om de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid te promoten.

België verdedigt de persvrijheid en de rechten van journalisten in haar bilaterale contacten met derde landen en door haar activiteiten in de schoot van de Europese Unie en de Verenigde Naties. België maakt gebruik van het universeel periodiek toezicht inzake mensenrechten waaraan elke lidstaat van de Verenigde Naties is onderworpen om mensenrechtenschendingen aan te klagen en aanbevelingen te formuleren ten aanzien van staten die verantwoordelijk zijn voor dergelijke schendingen.

Gedurende haar EU-voorzitterschap heeft België met succes geijverd voor het versterken van de Europese politiek inzake mensenrechten, in het bijzonder de bescherming van de verdedigers van mensenrechten, waaronder journalisten.

Ten slotte ondersteunt België in de schoot van de Verenigde Naties alle initiatieven die de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid bevorderen. Ook financieel ondersteunt België door middel van een algemene bijdrage aan het bureau van de hoge commissaris voor de rechten van de mens, de speciale rapporteur van de Verenigde Naties, met inbegrip van de heer Frank La Rue, de speciale rapporteur inzake de bevordering en de bescherming van de vrijheid van akte en meningsuiting.

05.03 **Alexandra Colen** (VB): Dank u wel voor uw antwoord.

Ik noteer uw antwoord, onder andere ook de passage waarbij de minister meegeeft dat, indien de lidstaten bereid zouden zijn, de VN en UNESCO meer zouden kunnen doen. Misschien is dit het moment om eens te overwegen op welke manier lidstaten van de VN onderling ook wat meer druk op elkaar kunnen uitoefenen. Het is algemeen geweten natuurlijk dat de meerderheid van de VN lidstaten zelf juist die staten zijn, waar er een loopje wordt genomen met de vrijheid van meningsuiting en waar de journalisten inderdaad ook gevaar lopen wanneer ze daar ter plekke werken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het beleid ten aanzien van Oost-Jeruzalem" (nr. 1990)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de afbraak van het Shepherd hotel" (nr. 2000)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "EU-diplomaten die oproepen tot een boycot van producten van Oost-Jeruzalem" (nr. 2034)
- mevrouw Eva Brems aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "Oost-Jeruzalem" (nr. 2213)

06 **Questions jointes de**

- Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la politique à l'égard de Jérusalem-Est" (n° 1990)
- M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la démolition de l'hôtel Shepherd" (n° 2000)
- M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "des diplomates européens appelant au boycottage des produits en provenance de Jérusalem-Est" (n° 2034)
- Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "Jérusalem-Est" (n° 2213)

06.01 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): De vredesonderhandelingen tussen de Israëlï en de Palestijnen die begin september 2010 werden opgestart liepen al na enkele weken vast. Eind september 2010 verliep het Israëlisch moratorium op de bouw van nieuwe wooneenheden in nederzettingen op de Westoever waarna de bouwactiviteiten weer volop werden hervat. De Palestijnen weigerden daarop verder te praten. Zowel de Verenigde Staten als de Europese Unie hebben getracht om Israël op andere gedachten te brengen en de bouwstop opnieuw in te voeren. Israël was niet bereid om hierover te onderhandelen. Begin januari 2011 raakte bekend dat Israëlische aannemers waren begonnen met de afbraak van het Shepherd Hotel, een historisch gebouw in Oost-Jeruzalem, om plaats te maken voor luxe-appartementen.

Het is duidelijk dat de Europese Unie weinig vat heeft op het Israëlisch-Palestijns conflict. De woorden van Europa hebben geen effect op Israël. De Europese Unie heeft als belangrijkste handelspartner van Israël evenwel nog andere troeven in handen. Dit is ook het punt waar de EU-diplomaten naar verwijzen in hun jaarlijks rapport over de toestand in Oost-Jeruzalem dat Israël na de Zesdaagse Oorlog in 1967 annexeerde. Zij stellen voor dat de EU ervoor moet zorgen dat er geen producten meer uit de joodse nederzettingen in Oost-Jeruzalem in de EU worden geïmporteerd. Daarna stellen zij nog een aantal andere maatregelen voor zoals de aanwezigheid van EU-vertegenwoordigers in de rechtbanken waar wordt beslist over de uitzetting van Palestijnse families en zouden ministers van EU-lidstaten die Oost-Jeruzalem bezoeken het gezelschap van Israëlische veiligheids- of protocoldiensten moeten weigeren.

Bent u het eens dat de EU dringend een aangepaste politiek moet voeren om sterker op de vredesonderhandelingen tussen Israël en Palestina te wegen?

Ondersteunt u de voorgestelde maatregelen van de EU-consuls?

06.02 **Staatssecretaris Olivier Chastel**: Mijnheer de voorzitter, de EU-hoge vertegenwoordigster, mevrouw Ashton, heeft de afbraak van het Shepherd-hotel op 9 januari publiekelijk met klem veroordeeld. Uiteraard sluit de minister zich aan bij die verklaring en heeft hij specifiek gevraagd dat ze ook herhaald werd, namens alle 27 lidstaten, in een publiek debat van de Veiligheidsraad van de VN in New York op 19 januari jongstleden.

Zoals u bekend is uit eerdere verklaringen, beschouwt de minister het Israëlisch nederzettingsbeleid in bezet gebied, en dus ook en zelfs in het bijzonder in Oost-Jeruzalem, als illegaal en als een obstakel voor vrede en voor de tweestatenoplossing.

Het jaarlijks rapport van de EU-posthoofden in Jeruzalem en Rammalah, inclusief die van België over Oost-Jeruzalem, is de minister inderdaad bekend. Hij betreurt dat dit document uitgelekt is, zoals te vaak gebeurt

met EU-documenten, gelinkt aan het Midden-Oosten-dossier, nog voordat het door de bestemming, het politiek- en veiligheidscomité van de EU, besproken is.

Het verslag bestaat ten eerste uit een beschrijvend gedeelte van de zorgwekkende situatie, die hij accuraat vindt, en ten tweede uit een reeks aanbevelingen, waarvan hij de meeste kan steunen.

In tegenstelling met wat in de pers stond, bevat het rapport geen aanbeveling tot invoerban vanuit het bezet gebied, maar wel het voorstel om de invoerders binnen de EU meer informatie te verschaffen over oorspronglabels voor in bezet gebied gemaakte producten. De minister heeft overigens zelf sommige van de aanbevelingen al in de praktijk gebracht tijdens zijn bezoek in mei 2009 aan Oost-Jeruzalem, zoals bijvoorbeeld een officiële ontmoeting met vertegenwoordigers van het Palestijns middenveld op ons consulaat-generaal in Oost-Jeruzalem en een overnachting in een hotel in Oost-Jeruzalem tijdens zijn contacten met de Palestijnse Autoriteit.

Het beleid van de EU tegenover Israël wordt natuurlijk door de 27 lidstaten samen bepaald. De verdere uitbouw van de relaties met Israël is verbonden aan de gebeurtenissen op het terrein. Er is binnen de EU geen consensus om de relaties met Israël verder uit te bouwen door de principiële beslissing in 2008 van de zogenaamde upgrade uit te voeren. Voor België zijn zaken zoals de afbraak van het Shepherd-hotel niet van aard om die consensus te bevorderen.

06.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Ik denk dat er nog veel werk is, maar dat weten we.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06.04 Alexandra Colen (VB): Mijnheer de voorzitter, wat gebeurt er met punt 12 op de agenda, zijnde mijn vragen nrs. 1917, 1918, 1919 en 2126, vraag nr. 2084 van de heer Brotcorne en vraag nr. 2300 van de heer Ducarme?

De **voorzitter:** Punt 12 vervalt. De minister heeft gevraagd bedoeld punt vandaag niet te behandelen.

06.05 Alexandra Colen (VB): Dat is mij niet medegedeeld. (...)

De **voorzitter:** De minister heeft het volgende gevraagd. Ik heb het al vermeld, maar u was misschien afwezig. Ik heb echter medegedeeld dat minister Vanackere heeft gevraagd om de vragen onder punten 4 (vraag nr. 1805 van de heer Francken, vraag nr. 1873 van mevrouw Colen, vraag nr. 2004 van de heer Vercaemer, vraag nr. 2122 van de heer Luyckx en vraag nr. 2269 van de heer Ducarme), 12 en 26 (vraag nr. 2175 van de heer Vercaemer, vraag nr. 2178 van mevrouw Demol, vraag nr. 2184 van de heer Tuybens en vraag nr. 2208 van mevrouw Brems) uit te stellen, omdat...

06.06 Alexandra Colen (VB): Geldt dat voor alle vragen onder punt 12? Zij zijn immers pas gisteren samengevoegd. Voorheen stonden zij apart geagendeerd.

De **voorzitter:** Alle vragen onder punt 12 zijn uitgesteld op vraag van minister Vanackere. De heer Chastel heeft mij dat medegedeeld. Ik zal evenwel eisen dat de minister zelf de vragen komt beantwoorden. (...). Dat is een permanent probleem. (...).

06.07 Alexandra Colen (VB): Ik ga akkoord, indien de minister inderdaad zelf komt antwoorden.

De **voorzitter:** Het zijn geen vragen die dermate dringend zijn dat ze absoluut vandaag moeten worden beantwoord. Het is beter dat de minister ter zake met een goed opgebouwd antwoord naar voren komt in plaats van de vragen summier te beantwoorden.

06.08 Alexandra Colen (VB): Ik ga akkoord, indien de minister inderdaad zelf komt antwoorden.

07 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het referendum in Sudan en de oplossing voor Abyei" (nr. 1991)

07 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le référendum au Soudan et la solution pour Abyei" (n° 1991)

07.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, op 9 januari 2011 begon in Sudan het referendum over de mogelijke onafhankelijkheid van Zuid-Sudan.

Het vastleggen van de grens tussen Noord en Zuid blijft echter voor problemen zorgen. Zeker wat betreft de betwiste stad Abyei is de verdeeldheid groot. In Abyei zal ondanks de eerder gemaakte afspraken geen referendum worden gehouden.

Het is bovendien ook niet zeker dat er ooit een referendum zal zijn. De olievoorraden in de streek rond Abyei zijn van onschatbare waarde voor de mogelijke toekomstige staat.

Ik wil u graag de volgende vragen stellen. Bent u ervan op de hoogte dat er in Abyei geen referendum zal plaatsvinden? Wat is volgens de reden daarvoor?

Het Technical Border Agreement heeft over het grootste deel van de grens al een akkoord bereikt, maar er blijft onenigheid bestaan over een aantal streken. De VN brengt hierover maandelijks een rapport uit. Op welke wijze zullen de nog resterende kwesties worden afgehandeld? Verwacht u hierin snel vorderingen?

In hoeverre stuurt de internationale gemeenschap de onderhandelingen tussen beide landsdelen? Zal deze mogelijke sturing worden opgedreven na afloop van het referendum over de afscheiding?

07.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Mijnheer de voorzitter, mevrouw De Meulemeester, de minister is daarvan op de hoogte. De reden is dat er tussen beide partijen, de noordelijke NCP en de zuidelijke SPLM, geen akkoord kon worden bereikt over de modaliteiten van het in Abyei voorziene referendum, te beginnen met de vraag welke bevolkingsgroepen eraan zouden deelnemen.

De resterende kwesties moeten worden afgehandeld door middel van onderhandelingen tussen beide bovengenoemde partijen. De Afrikaanse Uniebemiddelaar Mbeki, een voormalig Zuid-Afrikaans president, probeert hierbij in de mate van het mogelijke te helpen. Het is moeilijk te voorspellen of er snel vorderingen zullen worden gemaakt.

Wel zal het huidige kader van het alomtvattende vredesakkoord tussen het Noorden en het Zuiden vanaf 9 juli 2011 niet langer van toepassing zijn. Idealiter moeten de resterende kwesties dus voor die datum worden beslecht.

Het is vooral de Afrikaanse Unie die in persoon van Mbeki de onderhandelingen stuurt. De Afrikaanse Unie krijgt hierbij de volle diplomatieke steun van de VN, de EU en andere belangrijke actoren van de internationale gemeenschap.

Het is inderdaad de verwachting dat deze sturing in de komende weken en maanden wordt opgedreven, aangezien het huidige CPA-kader op 9 juli 2011 wegvalt.

07.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het recente opiniestuk van de Pakistaanse auteur, Achmed Raschid, en diens voorstel wat betreft een stappenplan voor vrede in Afghanistan" (nr. 2029)

08 Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le récent article d'opinion d'Achmed Raschid, auteur pakistanais, et sa proposition de feuille de route pour la paix en Afghanistan" (n° 2029)

08.01 Gerald Kindermans (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, mijn vraag gaat

over het stappenplan voor de vrede in Afghanistan. Begin januari 2011 verscheen in The New York Review of Books een opiniestuk van Achmed Raschid, ook overgenomen in het weekblad Knack. In dat opiniestuk schetst Achmed Raschid niet alleen een beeld van de huidige situatie in Afghanistan, maar de auteur bouwt ook zijn analyse van dit conflict, die hij reeds in boeken, artikels en lezingen ontwikkelde, voort uit en formuleert hij hoe een mogelijk stappenplan voor vrede er zou kunnen uitzien.

Het is over dit voorlopig theoretische stappenplan dat ik de minister van Buitenlandse Zaken graag enkele vragen wilde stellen. Vooral punten 6, 7, 8 en 9 van het voorstel springen in het oog, omdat ze duidelijke adviezen bevatten betreffende de diplomatieke relatie tussen Afghanistan, Pakistan en India, en de samenwerking tussen deze landen en de rest van de regio.

In de vermelde passages wordt verwezen naar de noodzaak dat de Pakistaanse en de Indiase veiligheidsdiensten samen zitten, hun activiteiten in Afghanistan transparanter maken en op termijn wederzijdse vertrouwenwekkende maatregelen nemen. Daarenboven moet er volgens de auteur een oplossing komen voor het geweld in de Pakistaanse provincie Beloetsjistan en voor de Afghaanse Taliban-leiders die zich momenteel op Pakistaans grondgebied bevinden. Militaire actie in Noord-Waziristan tegen de restanten van Al-Qaeda en tegen de verzetshaarden van de Pakistaanse en Afghaanse Taliban worden hierbij evenwel niet uitgesloten. Het stappenplan vereist ten slotte ook een prominente en doortastende rol vanwege de Verenigde Naties en de lokale VN-missie. Het gaat hier slechts om een denkoefening van een gerespecteerd auteur en expert, maar het leek ons desalniettemin een interessant beginpunt voor een korte gedachtewisseling.

In hoeverre is een toenadering, en op termijn zelfs een concrete samenwerking, tussen India en Pakistan momenteel realistisch? Ziet de minister op dit punt een positieve evolutie of blijft het water tussen beide landen voorlopig erg diep? Welke inspanningen levert de internationale gemeenschap bovendien om New Delhi en Islamabad dichter bij elkaar te brengen, en dat zowel op politiek, diplomatiek als militair vlak?

Ten slotte, wat is de inschatting van de minister van de cruciale rol die de VN moet spelen in dit voorstel? En is de lokale VN-missie de afgelopen jaren voldoende uitgebouwd en versterkt om de onderhandelingen tussen de Afghaanse regering en de Taliban in goede banen te leiden en een bemiddelingsrol te spelen tussen Kabul en de verschillende buurlanden?

08.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Ten eerste, het is duidelijk dat de aanhoudende spanning tussen Pakistan en India weegt op de situatie in Afghanistan. In 2010 is de dialoog tussen beide landen na de aanslag in Mumbai in november 2008 weer op gang gekomen via ontmoetingen van de ministers van binnenlandse en buitenlandse zaken. Dit leidde vormelijk echter nog niet tot het heropstarten van de zogenaamde 'composite dialogue'. Voorts werden inhoudelijk geen doorbraken gerealiseerd. Vanuit de internationale gemeenschap wordt de hernieuwde dialoog aangemoedigd en ondersteund.

Ten tweede, de VN-missie ter plaatse speelt inderdaad een belangrijke rol in de stabilisering van Afghanistan. Een stabilisering die niet enkel via militaire middelen kan worden gerealiseerd, maar ook, en zeker, via politieke oplossingen. In dit kader volgt ons land, samen met zijn partners en bondgenoten, de verzoenings- en integratieinspanningen van de Afghaanse regering op de voet. De VN, met onder andere de missie UNAMA, beschikken over voldoende middelen om hierin een belangrijke, ondersteunende rol te spelen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de saffraanteelt in Afghanistan als mogelijk alternatief voor de opiumproductie" (nr. 2089)**

09 **Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la culture du safran en remplacement de la production d'opium" (n° 2089)**

09.01 **Gerald Kindermans** (CD&V): Mijnheer de minister, het gaat over de opium- en de saffraanteelt in Afghanistan. De drughandel en de cultivatie van opium blijft een van de belangrijkste obstakels op de weg naar vrede en stabiliteit in Afghanistan. Zoals aangekaart in eerdere debatten hebben de internationale gemeenschap en de hulporganisaties volgens analisten te lang de Afghaanse landbouw verwaarloosd en de

heropbouw ervan onderschat, ondanks het feit dat zo'n 80 % van de Afghanen direct of indirect afhankelijk is van de landbouwproductie.

Een kentering is er pas gekomen in 2007-2008 met het vrijmaken van een groter budget en meer hulp. Een van de grote uitdagingen op dit vlak is de arme Afghaanse boeren ervan overtuigen om alternatieve gewassen te kweken. Dit is een moeilijke opdracht omdat vele van deze landbouwers onder zware druk staan van de Talibanmilities en omwille van de hoge opbrengsten die gegarandeerd worden door het telen van opium.

Recent zou het Afghaanse ministerie van Landbouw echter een initiatief gestart zijn in de provincie Herat om de teelt daar te vervangen door het telen van saffraan. Dit proefproject waaraan vooral vrouwen deelnemen, wordt uitgevoerd in samenwerking met Italiaanse militairen en het provinciale reconstructieteam. Dat de keuze op Herat viel, is niet toevallig. De provincie wordt blijkbaar gekenmerkt door een droog klimaat en een ondergrond die zeer geschikt is voor saffraanteelt. Bovendien heeft saffraan net zoals opium als een van de duurste specerijen een grote economische waarde en zou ze op die manier op termijn een alternatief kunnen vormen voor de opiumteelt. Volgens de berichtgeving zou de opbrengst van een hectare papaverbloemen schommelen tussen 2 200 en 3 700 euro, terwijl een hectare saffraan al een waarde zou hebben van 8 800 euro.

Saffraan is op zich geen wondermiddel. Het gaat bovendien om een initiatief dat nog in een proefperiode zit. Het stimuleren van de Afghaanse economie en van de landbouw blijft echter wel een cruciale voorwaarde om Afghanistan op termijn te stabiliseren en de Afghaanse samenleving terug op te bouwen. In die context zou de saffraanteelt een belangrijk alternatief kunnen vormen voor de opiumteelt, doordat de productie ervan het inkomen van vele Afghaanse landbouwers op korte termijn kan verdubbelen en de positie van de Afghaanse vrouwen op het platteland kan versterken.

Kan de minister van Buitenlandse Zaken dit initiatief van het Afghaanse ministerie van Landbouw bevestigen en de commissie informeren of er ook internationale organisaties zoals het FAO of het World Food Program van de VN bij dit project betrokken zijn?

Kan de minister de commissie informeren of ook lokale en/of internationale ngo's betrokken zijn bij proefprojecten om alternatieven te vinden voor de opiumteelt in Afghanistan?

Kan de minister een inschatting geven van de heropbouw van de landbouw in Afghanistan, hoe dit past binnen de noodzaak om de Afghaanse economie opnieuw te re-integreren in het regionale economische framework? Economische integratie zou de Afghaanse boeren op termijn immers de mogelijkheid geven om ook afzetmarkten te vinden in India, Pakistan en China.

09.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: De saffraanproductie, als alternatief voor opium, in de Afghaanse provincie Herat is voornamelijk een initiatief dat wordt gedragen door Italië. Veel initiatieven van Italië in Afghanistan zijn trouwens in Herat gesitueerd. De minister beschikt op dit moment over geen informatie over welke andere mogelijke actoren daarbij betrokken zijn.

De heropbouw van de landbouw speelt een belangrijke rol in de stabilisering en reconstructie van Afghanistan. België volgt dat nauw op, onder andere tijdens de vierde Regionale Economische Conferentie over Afghanistan in Istanbul, begin november 2010.

Toch zal de economische heropbouw nog heel wat tijd in beslag nemen. Een groeiende saffraanproductie kan hierin een rol spelen, maar tegelijk zou de minister ook willen waarschuwen voor overdreven optimisme, aangezien de drugsteelt nog altijd een heel grote plaats inneemt in de totale landbouwproductie. Een verdere regionale integratie is echter van groot belang, zoals u zelf aangeeft. In die context verwelkomt de minister, zoals hij ook tijdens de Kabulconferentie in juli 2010 heeft gedaan, het commercieel samenwerkingsakkoord tussen Pakistan en Afghanistan. Een dergelijk akkoord draagt bij tot de verdere ontsluiting van de Afghaanse economie.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

10 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement de la procédure de ratification du protocole n° 12 à

la Convention européenne des droits de l'homme" (n° 1806)

10 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de stand van zaken van de ratificatieprocedure van protocol nr. 12 bij het Europees verdrag voor de rechten van de mens" (nr. 1806)

10.01 Damien Thiéry (MR): Monsieur le président, cette question me tient fort à cœur, d'autant plus que la Belgique a signé le protocole dont il est question le 4 novembre 2000. Il est entré en vigueur soit en avril soit en novembre 2005, à la suite de la dixième ratification de cet instrument. Entre-temps, dix-huit pays, dont nos voisins les Pays-Bas et le Grand-Duché du Luxembourg, ont finalisé le processus de ratification. Ce n'est malheureusement toujours pas le cas en Belgique!

Mon collègue Éric Libert avait interrogé le parlement fédéral sur cette question en 2006; il l'avait même déjà fait en 2003. Lors de sa dernière intervention, la ministre de la Justice Mme Onkelinx avait argué des difficultés liées aux conséquences du protocole en droit belge étant donné qu'il existe un champ d'application très large prévoyant une interdiction générale de discrimination, la discrimination étant définie de la façon suivante: "La jouissance de tout droit prévu par la loi doit être assurée sans discrimination aucune fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue, ou sur toute autre situation."

Jusqu'à présent, l'interdiction de discrimination prévue par la Convention européenne des droits de l'homme ne pouvait être évoquée que dans le cadre de l'exercice des autres droits énumérés par la Convention.

Il me semble qu'en dépit du caractère important de ce protocole sur le plan du respect des droits de tout être humain et de l'évaluation que doit subir notre pays dans le cadre de l'examen périodique universel sous l'égide du Conseil des droits de l'homme – qui aura lieu ici en mai prochain –, il serait intéressant que la Belgique procède toujours à l'analyse des implications du protocole à l'heure actuelle dans divers domaines de l'action publique (enseignement, emploi, fiscalité, socio-économique, etc.).

Ce qui est le plus gênant, c'est que finalement depuis 2006 voire même 2005 au moment de l'entrée en vigueur, rien n'a avancé. Monsieur le secrétaire d'État, avez-vous des informations à ce sujet?

10.02 Olivier Chastel, secrétaire d'État: Monsieur Thiéry, au risque de vous décevoir, voilà la réponse qui m'est fournie par le ministre des Affaires étrangères. Elle tient en trois lignes.

La procédure de ratification dudit protocole n'a pas encore été initiée. Il n'y a pas de motif d'urgence qui justifie le lancement de la procédure par un gouvernement en affaires courantes.

10.03 Damien Thiéry (MR): Monsieur le secrétaire d'État, j'imagine que ce n'est pas à vous que je devrais poser cette question, mais peut-être directement au ministre. Qu'il n'y ait pas d'urgence, cela dépend pour qui – bien entendu. Après cinq ans d'inertie dans ce dossier, il est permis de se demander si on se soucie encore de l'intérêt de certains citoyens d'une partie du pays. Je trouve cela extrêmement regrettable!

J'aimerais savoir ce qu'on entend par "caractère d'urgence". Pour quand puis-je attendre, une fois pour toutes, une réponse à ma question, et donc cette ratification? Je réinterrogerai le ministre. Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Questions jointes de

- M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "un agenda publié par la Commission européenne" (n° 2111)

- Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le calendrier scolaire de l'UE sans mention des fêtes chrétiennes" (n° 2123)

11 Samengevoegde vragen van

- de heer Christian Brotcorne aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het uitgeven van een agenda door de Europese Commissie" (nr. 2111)

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de EU-schoolkalender zonder christelijke feestdagen" (nr. 2123)

11.01 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, vous devriez pouvoir me répondre puisque ma question concerne les Affaires européennes et leur suivi.

Tout le monde a entendu parler de cet agenda qui, classiquement, mentionne les dates importantes et les renvois à des situations particulières. Ici, il s'agit aussi des fêtes de l'ensemble des religions ou courants philosophiques. Pourtant, on constate l'oubli de toute mention relative aux fêtes chrétiennes. Comme c'est un agenda publié par la Commission européenne pour l'Europe occidentale, il convient de respecter la tradition et l'histoire qu'elle ne peut nier ni occulter, même si certains pourraient en rêver.

Il est donc particulièrement dommageable de constater que ce qui est peut-être moins aujourd'hui des fêtes à connotation religieuse que des références à une histoire correctement assumée de l'Europe ne figure même plus en dessous de dates aussi importantes que le 25 décembre, que Pâques, que la Toussaint remplacée par Halloween et j'en passe.

Le ministre français des Affaires européennes a réagi en déplorant l'incapacité de l'Europe à assumer son identité profonde. La Commission européenne a parlé de bourde. C'est peut-être un mot un peu court pour une telle situation.

Dès lors, monsieur le secrétaire d'État, la Belgique a-t-elle elle-même réagi auprès de la Commission européenne? Si oui, de quelle manière et en quels termes?

Il est question d'une distribution de cet agenda à 3 millions d'étudiants; à mon avis, c'est moins que le nombre d'étudiants de l'ensemble de l'Union européenne, à moins mon texte ne soit pas correct. Cet agenda a-t-il aussi été distribué en Belgique?

Nous avons également appris que la "bourde" ne serait pas réparée, que le document serait distribué comme tel mais que, l'année prochaine, afin d'éviter les problèmes, toute référence à quelque fête que ce soit serait supprimée. J'estime que cette réaction est plus absurde encore que la situation que nous venons de vivre.

En fait, il suffirait, après avoir constaté cette difficulté, de s'engager à la corriger pour la prochaine édition au lieu de décider d'éclipser tout un passé. Il est régulièrement question de devoirs de mémoire: ici, les fondements de notre société occidentale seraient purement et simplement occultés.

11.02 Alexandra Colen (VB): Mijnheer de voorzitter, het gaat inderdaad over dezelfde agenda die verspreid werd onder scholieren door de Europese Commissie, en waarin de christelijke feestdagen zijn weggelaten, terwijl de belangrijkste dagen van alle andere godsdiensten wel expliciet worden vermeld.

Ik sluit mij aan bij de bemerking van de heer Brotcorne over de christelijke feestdagen, aangezien het christendom een belangrijke pijler is van de Europese beschaving. Het gaat echter niet alleen over het verleden, het betreft een kwestie van gelijke behandeling. Als de hindoeïstische feestdagen in een Europese schoolagenda staan, dan mag men op zijn minst ook de christelijke feestdagen daarin opnemen.

Graag vernam ik hoe de Belgische regering de agenda en de blijkbaar bewuste weglating van de christelijke feestdagen beoordeelt. Hoe valt het te verklaren dat de christelijke feestdagen worden weggelaten, terwijl de feestdagen van andere godsdiensten wel worden vermeld? Werden de agenda's ook in België verspreid? In dat het geval is, in welke oplage en op welke manier gebeurde die verspreiding? Zal de minister de Europese Commissie om uitleg vragen en ervoor pleiten dat in toekomstige agenda's de christelijke feestdagen wel hun rechtmatige plaats krijgen? Klopt het dat de Franse minister voor Europese zaken zijn ongenoegen over de agenda heeft geuit? Zijn er nog andere landen die dat hebben gedaan? Heeft de Belgische overheid op enige wijze mee betaald aan de agenda, hetzij bij de totstandkoming ervan, hetzij bij de verspreiding? Klopt het dat de agenda's 5 miljoen euro hebben gekost aan de belastingbetaler?

11.03 Olivier Chastel, secrétaire d'État: Le ministre des Affaires étrangères vous remercie pour cette question – ô combien importante – concernant l'omission de toute référence à des fêtes chrétiennes dans l'agenda scolaire européen 2010-2011, publié par la Commission européenne, alors que les jours importants de toutes les autres religions ont été explicitement mentionnés.

Le préambule du Traité sur l'Union européenne, tel qu'il a été modifié par le Traité de Lisbonne, fait bien référence à l'ensemble des héritages culturels, religieux, humanistes de l'Europe. La Charte des droits

fondamentaux de l'Union européenne précise par ailleurs que l'Union respecte la diversité culturelle et religieuse. Dès lors que ce choix avait été fait de mentionner certaines fêtes dans l'agenda, il aurait été logique d'éviter toute discrimination entre les différentes religions et convictions. Le ministre des Affaires étrangères partage votre opinion à ce sujet.

L'agenda scolaire européen, puisque vous mentionnez un certain nombre de chiffres, a été publié et financé par la Commission européenne. Le tirage total s'élève à 3 275 500 exemplaires. En Belgique, 79 675 exemplaires en français et 48 825 exemplaires en néerlandais ont été distribués gratuitement dans les écoles secondaires qui en avaient fait la demande, selon le principe du premier arrivé, premier servi.

De Belgische overheid is niet tussenbeide gekomen, noch bij de totstandkoming, noch bij de verspreiding van deze agenda. De kostprijs van dit initiatief blijkt inderdaad ongeveer 5 miljoen euro te bedragen. De weglating in de Europese schoolagenda 2010-2011 is een eenmalige fout en geldt niet voor de agenda's die de vorige jaren verspreid werden. Dit neemt natuurlijk niet weg dat deze nalatigheid sterk betreurd dient te worden. De minister neemt echter ook nota van de reactie van de Europese Commissie die haar fout erkend heeft en heeft aangekondigd dat zij een addendum met vermelding van alle feestdagen, inclusief de christelijke feesten, zal versturen met een begeleidende brief.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, je prends acte de la réponse. J'apprends au moins un élément: l'histoire de l'addendum, que j'ignorais.

Pour l'avenir, on ne sait pas. Nous avons entendu dire que l'ensemble des références à des fêtes serait supprimé, mais vous n'en savez rien. Nous suivrons donc cela de près l'année prochaine.

11.05 Alexandra Colen (VB): Dank u wel voor uw antwoord, mijnheer de staatssecretaris.

Ik ben blij dat de regering het betreurt want het is inderdaad een redelijk schandelijk voorval. U verwijst zelf naar het verdrag van Lissabon, ik denk dat het hier niet alleen gaat om diversiteit maar om een voor de hand liggende vanzelfsprekendheid.

Over de begeleidende brief en het addendum ben ik niet op de hoogte. Ik hoop dat men dat ook gauw doet en dat dit niet iets is dat bijvoorbeeld pas in het najaar zal gebeuren, want uiteraard heeft dit ook invloed op het wereldbeeld en op de opleiding van de kinderen die met die agenda's werken. Het is in ieder geval een zeer betreurenswaardig voorval en ik hoop dat dit niet indicatief is voor de houding van de Europese Commissie wat betreft de Europese waarden, de Europese traditie en het Europese karakter.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

11.06 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, avant que vous ne poursuiviez les questions, j'apprends que le ministre a demandé le report de certaines questions.

Le **président**: Il s'agit de celles qui concernent les communautés chrétiennes, la Côte d'Ivoire et la Cour pénale internationale.

11.07 Christian Brotcorne (cdH): Dans une de mes questions, je fais référence à la résolution que le parlement a adoptée en janvier 2010 à l'unanimité, émettant une série de recommandations au gouvernement. Ne pourrait-on organiser un mini-débat à ce sujet?

(Intervention hors micro)

Le **président**: Je suis tout à fait d'accord avec vous.

(Intervention hors micro)

12 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een Belgische pedofiel in Nederland" (nr. 2171)

12 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "un pédophile belge aux Pays-Bas" (n° 2171)

12.01 Alexandra Colen (VB): Mijnheer de voorzitter, mijn vraag gaat over de communicatie tussen België en de omliggende landen, wanneer zware criminelen hier worden vermist.

België is een klein land, zodat, wanneer criminelen worden vermist, onmiddellijk moet worden gedacht aan de mogelijkheid dat de betrokkenen het land hebben verlaten.

Aldus werd een gevaarlijke, Belgische pedofiel en serieverkrachter midden januari 2011 opgepakt in Utrecht, waar hij al vier jaar bleek te wonen.

In België was de betrokkene geïnterneerd. Toen hij echter in 2006 met verlof mocht, ontsnapte hij. Pas vier jaar later, in 2010, vaardigde België een internationaal arrestatiebevel uit.

De Utrechtse burgemeester, de heer Wolfsen, legde op 18 januari 2011 op de voorpagina van de Nederlandse krant De Telegraaf uit waarom de betrokkene, ondanks het feit dat hij van de Nederlandse politie wel boetes kreeg voor vergrijpen zoals het zich hinderlijk ophouden in portieken, nooit werd opgepakt.

Ik citeer: "Er zijn nooit alarmbellen bij de politie afgegaan, omdat deze man pas sinds mei 2010 internationaal gezocht wordt. Als in Nederland iemand niet terugkomt van TBS – verlof bij internering –, gaan alle alarmbellen rinkelen, maar in België blijkt niet. Wij gaan zeker verhaal halen bij België."

Daarom heb ik de hiernavolgende vraag aan de minister.

Op welke manier, bij welke Belgische instanties en via welke Nederlandse instanties hebben de Nederlandse autoriteiten bij België tegen de Belgische nalatigheid in de bewuste zaak geprotesteerd?

Hoe werd van Belgische zijde op het Nederlandse protest gereageerd?

12.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Er is geen dossier op naam van deze man bekend bij de diensten van de minister. De Nederlandse autoriteiten hebben op diplomatiek niveau niet geprotesteerd tegen een vermeende nalatigheid van Belgische kant in deze zaak. De gerechtelijke en politiesamenwerking met Nederland en binnen de Europese Unie verloopt overigens rechtstreeks tussen de gerechtelijke en politieautoriteiten. De minister verwijst het geachte lid dan ook naar zijn collega, de minister van Justitie.

12.03 Alexandra Colen (VB): Het is natuurlijk omdat men in Nederland zei dat men in België verhaal zou komen halen, zoals zij dat uitdrukken, dat ik de vraag heb gesteld in het kader van Buitenlandse Zaken. Ik heb de vraag ook ingediend bij de minister van Justitie. Ik zal daar trouwens ook vragen hoe dat in het algemeen gebeurt. Eigenlijk kan het niet dat pas vier jaar nadien een internationaal aanhoudingsbevel wordt uitgevaardigd voor iemand die ondertussen een gevaar betekent voor de bevolking van de plaats waar hij zich opnieuw vestigt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "presidentsverkiezingen in Nigeria" (nr. 2180)

13 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections présidentielles au Nigeria" (n° 2180)

13.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, op 9 april 2011 zullen in Nigeria nieuwe presidentsverkiezingen plaatsvinden. Het land valt grofweg uiteen in een christelijk Zuiden en een islamitisch Noorden.

Toen Nigeria in 1999 overstapte van een militaire dictatuur naar een democratie werd besloten dat elke geloofsgemeenschap gedurende acht jaar de president mocht leveren. De andere groepering levert de vice-president. In 2007 werd Umaru verkozen, waardoor tot 2015 in principe de islamitische fractie van de PDP, de Nigeriaanse Democratische Volkspartij, aan zet is.

Vorig jaar overleed Umaru echter en volgde de christelijke vice-president Jonathan hem op. De bedoeling

was dat Jonathan president zou blijven tot de volgende verkiezingen, waarna hij zijn functie zou afstaan aan een islamitische kandidaat. Toch heeft Jonathan zich kandidaat gesteld, waardoor politieke instabiliteit dreigt in Nigeria, dat de laatste maanden al fel onder religieus geweld heeft geleden.

Ik heb de volgende vragen.

Zijn er evoluties in de bilaterale betrekkingen tussen ons land en Nigeria? Bent u op de hoogte dat Jonathan zich opnieuw kandidaat wil stellen voor zijn partij bij de komende presidentsverkiezingen? Steunt u zijn kandidatuur? Denkt u dat de komende presidentsverkiezingen het broze evenwicht in Nigeria op het spel kunnen zetten?

13.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Mijnheer de voorzitter, ten eerste, de bilaterale betrekkingen met Nigeria zijn zeer goed en stabiel.

Ten tweede, de minister is inderdaad op de hoogte van de aanduiding van huidig president Goodluck Jonathan als presidentskandidaat van zijn partij PDP, voor de presidentsverkiezingen van 9 april 2011. Het komt hem als Belgisch minister van Buitenlandse Zaken echter niet toe om al dan niet steun te betuigen aan de presidentskandidaat van een of andere partij in een ander land. In dit geval komt die keuze toe aan de Nigeriaanse bevolking.

Ten derde, net zoals voor elk ander land komt het ook de Nigeriaanse bevolking toe om naar eigen inzichten de meest geschikte regeer- en verkiezingsmodaliteiten te bepalen binnen de gegeven grondwettelijke keuze voor een democratisch federaal model. Als dusdanig werd tijdens de overgangsfase van een militair naar een burgerlijk regime in 1999, onder de leidinggevende elite, overeengekomen om bij de toewijzing van de ambten van president en vice-president een rotatiesysteem te hanteren tussen het Noorden en het Zuiden van het land.

Aanvankelijk was dit voorzien per periode van vier jaar, nadien werd het verruimd tot periodes van acht jaar. De verkiezing van Yar'Adua, na twee ambtstermijnen van president Obasanjo, beantwoordde aan deze ongeschreven regel. Bij het overlijden van president Yar'Adua werd de vice-president Jonathan, in lijn met de grondwettelijke bepalingen, aangesteld als nieuwe president. Tijdens de recent gehouden voorverkiezingen besliste de PDP-afgevaardigden met grote meerderheid om de huidige president voor te dragen als kandidaat voor de presidentsverkiezingen van 9 april.

Tijdens de stemming haalde hij het met 2 736 stemmen van zijn voornaamste rivaal Atiku Abubakar, de vroegere vice-president ten tijde van president Obasanjo, die 805 stemmen achter zijn naam kreeg. Opvallend was dat ook een aantal noordelijke deelstaten voor de zuiderling Jonathan stemden en niet voor de noorderling Abubakar. Hiermee lijkt inderdaad een einde te zijn gekomen aan het rotatiebeginsel.

Het komt aan de politieke leiding van de regeringspartij PDP toe om zelf te beslissen over de manier waarop de aspiraties van haar achterban best gediend worden in de strijd voor het presidentschap. Zolang dit alles verloopt met respect voor de grondwet en de wettelijke bepalingen die een legitieme verkiezing mogelijk maken, lijkt het niet aangewezen voor de minister om zich hierover uit te spreken. Uiteraard hoopt de minister dat de gemaakte keuze de stabiliteit, de vreedzame samenleving en de toekomstige ontwikkeling van het land niet zal bemoeilijken.

13.03 **Ingeborg De Meulemeester** (N-VA): Dat hoop ik ook, mijnheer de staatssecretaris.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

14 **Vraag van mevrouw Els Demol aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de grondstoffenproblematiek" (nr. 2199)**

14 **Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le problème des matières premières" (n° 2199)**

14.01 **Els Demol** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, de laatste weken en maanden komen er uit de textielindustrie steeds meer geluiden dat de vrije toegang tot de noodzakelijke grondstoffen niet langer gegarandeerd is.

In de week van 17 januari nog sprak de topman van Europa's grootste tapijtgroep zich over deze situatie uit in De Tijd. Hij waarschuwt voor de gevolgen van de evoluties op de grondstoffenmarkt voor de Belgische tapijtsector.

Fedustria waarschuwde reeds voor dezelfde problematiek op 18 november 2010. De beschikbaarheid van betaalbare grondstoffen wordt steeds problematischer. Men spreekt over een war for raw materials.

Deze situatie wordt verergerd door praktijken van derdelanden zoals India, China en Rusland. Zo legde India in april 2010 een exportverbod voor katoenvezels op. Vanaf november 2010 geldt een exportquotum, dat overeenstemt met twee derde van de Indiase katoenexport vorig seizoen.

Daarnaast zijn er massale katoenaankopen door Chinese staatsbedrijven.

Ook voor de grondstof hout is er een serieus probleem. Ook hier koopt China vrijwel overal ter wereld de voorraden op, met langetermijncontracten.

Rusland beschermt zich dan weer door een exporttaks op te leggen die mogelijk nog verder zal worden opgetrokken.

Dit alles maakt dat de toegang van Europa tot basisgrondstoffen wordt versperd.

Mijnheer de staatssecretaris, u benadrukte onlangs nog dat de Europese Unie haar buitenlands beleid moet aanwenden om de eigen belangen te verdedigen. Wordt er door de Belgische en Europese overheden een concreet plan uitgewerkt om de toegang van de sector tot de grondstoffen open te houden? Welke rol neemt België hierin op? Kunt u ons mededelen welke maatregelen worden getroffen om de beschikbaarheid van deze grondstoffen voor onze industrie te vrijwaren?

14.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Demol, ten eerste, het directoraat Handel van de EU-Commissie verzekert een regelmatige monitoring van de toegang van grondstoffen tot Europa. De Commissie gebruikt haar bevindingen om in bilateraal en multilateraal verband een vrijere toegang tot grondstoffen af te dwingen. Daarbij houdt de Commissie rekening met de vele beleidsdomeinen die met dat dossier verband houden, zoals milieu, industrie, enzovoort. België steunt het beleid van de EU inzake de vrijwaring van de handelsbelangen en de verzekering van vrije toegang tot grondstoffen.

België heeft tijdens het EU-Voorzitterschap geijverd voor een initiatief dat het grondstoffenvraagstuk meer visibiliteit en een coherente aanpak zou verlenen. Belangrijk in dat verband is de mededeling van de EU-Commissie over de aanpak van de uitdagingen in de grondstoffensector, het *raw material initiative*, waarvan de publicatie uitgesteld werd tot dit jaar.

Ten tweede, enkel voor de petroleumsector geldt een regime van strategische voorraden, teneinde het energieverbruik te kunnen garanderen indien de bevoorrading in het gedrang komt. Er gaan stemmen op om de industrie aan te moedigen om samen te werken voor de aanleg van strategische voorraden van zeldzame minerale grondstoffen of om op zoek te gaan naar substitutiestoffen.

Om vraag en aanbod zo goed mogelijk te laten aansluiten, is het van belang om transparantie in de markt te verzekeren. België is steeds een voorvechter geweest van maatregelen om die transparantie te bevorderen en is lid van tal van grondstoffenorganisaties die via uitwisseling van betrouwbare gegevens over fundamentele marktwaarden bijdragen tot een betere marktwerking.

Een grotere efficiëntie in productie en verbruik en meer duurzaam gebruik van grondstoffen, kunnen de vraag enigszins temperen.

Een betere dialoog met grondstofproducerende landen alsook een betere coördinatie van het extern beleid van de EU inzake grondstoffen op bilateraal en multilateraal vlak kan eveneens bijdragen tot betere toegang tot de grondstoffen voor onze industrie.

14.03 **Els Demol** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, als wij de kranten lezen, kunnen wij niet anders dan vaststellen dat China toch wel een zeer grote invloed begint uit te oefenen, niet alleen op het vlak van grondstoffen, maar ook in de financiële markten en dat is iets dat wij zeker in het oog

moeten houden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

15 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een Israëlisch onderzoek naar mensenrechtenorganisaties" (nr. 2210)

15 Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "une enquête israélienne sur les organisations de défense des droits de l'homme" (n° 2210)

15.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, mijn vraag betreft de onrustwekkende evolutie in Israël. De Israëlische autoriteiten hebben mogelijks ontdekt dat zij zich in een redelijk unieke situatie bevinden onder de landen die systematisch en op vrij grove wijze de mensenrechten schenden.

Israël is nog een van de weinige landen die een vrij grote mate van politieke vrijheden gunt binnen de samenleving, niet alleen ten opzichte van de oppositie, maar vooral van mensenrechtenorganisaties. De Israëlische samenleving wordt gekenmerkt door heel sterke en efficiënte mensenrechtenorganisaties die de schendingen die daar op dagelijkse basis plaatsvinden, documenteren en aanklagen.

Recent hebben enkele internationale ngo's de alarmbel geluid omwille van een recente beslissing van het Israëlisch Parlement, de Knesset, om een parlementaire onderzoekscommissie op te richten naar Israëlische mensenrechtenorganisaties die informatie hebben verschaft aan de UN fact-finding mission over het Gazaconflict onder leiding van Richard Goldstone of naar organisaties die meer in het algemeen mensenrechtenschendingen onderzoeken begaan door Israëlische veiligheidstroepen.

Het mandaat van die onderzoekscommissie omvat het onderzoek naar het verzamelen van informatie over Israëlische soldaten door de organisaties, alsook naar de financiële fondsen van de organisaties in kwestie.

Samen met de ngo's die hierover de alarmbel hebben geluid, vrees ik dat dit een poging is om mensenrechtenorganisaties in Israël en elke vorm van kritiek op het Israëlisch regime het zwijgen op te leggen en hun activiteiten aan banden te leggen.

Dit is iets ongezien, waarmee Israël de democratische principes en haar internationale mensenrechtenplichten – de vrijheid van vereniging uiteraard, het recht op informatie en de vrije meningsuiting – miskent.

Men vreest ook dat dit onderzoek door de Israëlische regering zal worden gebruikt om te voorkomen dat Israëlische mensenrechtenorganisaties nog buitenlandse fondsen ontvangen. U weet dat er in het raam van de Verenigde Naties een verklaring is over mensenrechtenverdedigers, die er specifiek de nadruk op legt dat men dit niet kan verbieden.

Er wordt dan ook opgeroepen om verontwaardiging te tonen in verband met die beslissing van de Knesset en om de Israëlische regering ertoe aan te sporen af te zien van maatregelen die de activiteiten van mensenrechtenorganisaties aan banden leggen.

Dit lijkt mij toch iets waarover wij bezorgd moeten zijn. Hoe gaan situaties van grove schendingen ooit kunnen verbeteren als men de interne contestatie daartegen niet meer mogelijk maakt? Wat is het Belgische standpunt hieromtrent? Is onze regering bereid om gehoor te geven aan de oproep om haar bezorgdheid, als die er is, te tonen aan de Israëlische regering door deze daarover eventueel aan te spreken?

15.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Mijnheer de voorzitter, de oefening rond de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie is de minister bekend en wordt door België en de Europese partners van nabij gevolgd. Het is echter voorbarig te speculeren over de conclusies van deze oefening aangezien het mandaat van deze commissie nog besproken wordt en aangezien deze commissie niet unaniem gesteund wordt door het Parlement en zelfs niet unaniem door de regering van eerste minister Netanyahu.

Israël heeft een levendig en rijk aanbod aan niet-gouvernementele organisaties die een brede waaier van domeinen behandelen. Een aantal ervan voert bijvoorbeeld een zeer nuttige en objectieve monitoring van de situatie van de Arabische minderheid of van het nederzettingsbeleid in de bezette gebieden. Zodoende spelen ze een belangrijke maatschappelijke rol in Israël, zoals andere ngo's die deze functie eveneens overal ter wereld uitoefenen.

Het is daarom belangrijk dat deze organisaties hun rol ongehinderd verder kunnen spelen. Dat is ook de boodschap die België en de EU aan de Israëlische autoriteiten willen geven in mogelijke toekomstige bilaterale contacten.

15.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, u spreekt over mogelijke toekomstige contacten. Ik noteer dat er daar nog geen signaal is gegeven op dit moment, maar ik reken erop dat dit bij de eerstkomende gelegenheid zal gebeuren.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

16 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "uraniumhandel met Iran" (nr. 2217)

16 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la vente d'uranium à l'Iran" (n° 2217)

16.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, door een uitgelekte Amerikaanse diplomatieke telex werd bekendgemaakt dat Canada onder druk werd gezet door de Amerikaanse regering. De VS wilden beletten dat het Canadese bedrijf Forsys Metals zijn uraniummijn in Namibië aan het Belgisch-Congolese George Forrest International zou verkopen.

Men verdenkt Forrest ervan contacten te hebben met de Iraanse overheid die op zoek is naar uranium.

De Amerikaanse overheid ontkent deze berichtgeving niet. Volgens hen dient deze hele zaak in het licht van de veiligheidsmaatregelen tegen Iran te worden gezien.

De VN-Veiligheidsraad heeft al meerdere resoluties goedgekeurd over sancties tegen Iran, aangezien het land weigert de verrijking van uranium op te schorten.

De vrees dat Iran in het geheim werkt aan de ontwikkeling van een atoomwapen werd nog verder aangewakkerd omdat Forrest al eerder in dossiers over illegale uraniumhandel werd vernoemd. Forrest ontkent echter elke betrokkenheid in illegale uraniumhandel en beweert geen commerciële relaties te hebben met Iran.

Mijnheer de staatssecretaris, op grond waarvan zijn de Amerikaanse verdenkingen gebaseerd dat Forrest commerciële betrekkingen met Iran zou onderhouden? Verdenkt u Forrest er zelf van relaties te onderhouden met Iran? Hebt u zelf al contact met de VS opgenomen over deze zaak?

16.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Mijnheer de voorzitter, ten eerste, de diensten van de minister weten niet waarop hun Amerikaanse collega's zich baseren om te denken dat GFI uranium uit de Democratische Republiek Congo aan Iran zou verkopen.

Ten tweede, de diensten van de minister zijn niet op de hoogte van eventuele betrekkingen tussen GFI en Iran.

Ten derde, via het Agence Internationale de l'Energie Atomique zijn de diensten van de minister in contact met de VS en andere partners over uranium in Congo. Zij hebben bij deze gelegenheden nooit specifiek over GFI gesproken, want zij zijn niet op de hoogte van contacten tussen deze firma en Iran.

16.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor het antwoord. Wij zullen deze zaak blijven volgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

17 Vraag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de ontmoeting van de voorzitter van de Europese Commissie met de president van Oezbekistan, de heer Karimov" (nr. 2323)

17 Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la rencontre du président de la Commission européenne avec le président ouzbek, M. Karimov" (n° 2323)

17.01 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Deze week werd in Brussel het jaarrapport van Human Rights Watch voorgesteld. Het maar liefst 650 pagina's tellende rapport klaagt aan dat de Europese Unie te zacht optreedt tegen corrupte regimes in de wereld. Het rapport kwam bijzonder ongelegen. De omstreden Oezbeekse president Karimov bracht een bezoek aan Brussel voor een ontmoeting met de voorzitter van de Europese Commissie Barroso en de secretaris-generaal van de NAVO Anders Foch Rasmussen.

De heer Karimov wordt nog steeds aangewezen als de verantwoordelijke voor de onderdrukking van een volksoptstand in 2005 die aan tientallen Oezbeken het leven kostte. Mensenrechtenorganisaties klagen er ook over dat nog veel burgers worden vastgehouden omwille van hun politieke ideeën. Men vreest dat de heer Karimov de topontmoeting zal misbruiken. Volgens critici bestaat de mogelijkheid dat Karimov deze ontmoeting als PR zal gebruiken voor zijn regime.

In *De Standaard* las ik op 25 januari 2011 dat de Belgische ministers en de koning weigerden te praten met de heer Karimov. Indien dat gerucht klopt dan is deze opstelling wel heel eigenaardig aangezien u de dag eerder verklaarde dat de Belgische diplomatie zich niet moet beperken tot contacten met de *good guys*.

Hebt u het rapport van Human Rights Watch al doorgenomen?

Wat is uw opvatting over de opstelling van de EU ten opzichte van de corrupte regimes?

Klopt het dat u niet wenst te spreken met Karimov? Zo ja, waarom?

17.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Mijnheer de voorzitter, de minister heeft inderdaad de gelegenheid gehad kennis te nemen van het World Report van Human Rights Watch dat op maandag 24 januari werd gepubliceerd. Er is onder meer sprake van het gebrek aan druk vanwege een groot aantal regeringen tegen de regimes die verantwoordelijk zijn voor schendingen van de mensenrechten. Daarnaast wordt erop gewezen dat de EU de strategie van dialoog en samenwerking lijkt te willen bevorderen.

Dialoog en samenwerking zijn inderdaad belangrijke elementen van elke strategie om schendingen van de mensenrechten te beëindigen.

Daar u het meer bepaald hebt over het bezoek van president Islom Karimov en zijn ontmoeting met José Manuel Barroso, zal ik u het volgend uittreksel van de verklaring van de voorzitter van de Europese Commissie voorlezen, waarin de Europese strategie duidelijk en concreet wordt onderlijnd, die de minister overigens ten volle onderschrijft: "The European Union follows a policy of critical, conditional and comprehensive engagement with Uzbekistan. I have raised all key concerns of Europe, notably regarding human rights and fundamental freedoms, which stand at the heart of EU foreign policy. I believe it is through such a robust eye-to-eye dialogue, and not an empty-chair policy, that we can further the EU's unanimously agreed policy of engagement most effectively".

De Europese Unie heeft op het einde van 2009 beslist de sancties tegen het Oezbeekse regime op te heffen.

De bedoeling was Tasjkent aan te moedigen vooruitgang te boeken op het vlak van de mensenrechten. In dat kader heeft België een proces van bilaterale toenadering opgestart, op het niveau van het bestuur van de FOD Buitenlandse Zaken. Officiële contacten op ministerieel niveau in de toekomst kunnen overwogen worden, in een kritische en opbouwende geest.

Tot nu toe heeft de minister geen officiële vraag vanwege de Oezbeekse regering ontvangen.

17.03 Ingeborg De Meulemeester (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord. Ik denk dat het belangrijk is dat wij dat blijven volgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

18 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Memorandum of Understanding met Afghanistan" (nr. 2276)
18 Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le mémorandum d'entente avec l'Afghanistan" (n° 2276)

18.01 Theo Francken (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik heb een belangrijke vraag over Afghanistan, vooral in het kader van migratie en van onze Belgische strijdkrachten in Afghanistan.

Er is met de Afghaanse regering nog altijd geen Memorandum of Understanding onderhandeld en gesloten. Nochtans hebben al onze buurlanden dat wel gedaan.

Een Memorandum of Understanding is voor twee zaken belangrijk.

Het is belangrijk voor de repatriëring van illegale Afghanen, die omwille van bijvoorbeeld verstoring van de openbare orde worden aangetroffen. Ik heb het over vechtpartijen, diefstal en drugshandel in België. De betrokkenen kunnen wij momenteel niet verwijderen. Zij blijven op Belgisch grondgebied. Zij gaan naar de gevangenis. Zij blijven weliswaar illegaal en krijgen dus geen papieren. Dat is althans niet de bedoeling.

Het voorgaande komt, omdat wij ze niet aan Afghanistan kunnen uitleveren. Afghanistan kent immers nog steeds de doodstraf en zou in zijn gevangenis zorgezeggd folteringen toelaten. Daarom is er een bepaling in het Europese en het wereldrecht die stipuleert dat in dergelijke gevallen niet kan worden uitgeleverd.

Een Memorandum of Understanding is een akkoord dat wordt gesloten en waarin de Afghaanse regering zich tegenover België engageert om geen folteringen toe te passen en geen doodstraffen uit te spreken. Aldus kan toch een uitwisseling van omwille van de openbare orde of gewoon omwille van illegaliteit as such gerepatrieerde illegalen plaatsvinden.

Ten tweede, een dergelijk memorandum is belangrijk voor het volgende. Ik heb het Belgische, militaire tijdschrift van januari 2011 heel goed doorgenomen. Het bevat een artikel over de Belgische defensiepolitiek in Afghanistan.

Er is eigenlijk geen Belgische defensiepolitiek in Afghanistan, omdat onze strijdkrachten, bijvoorbeeld in Kunduz, indien zij een Talibanstrijder oppakken, de betrokkene niet aan het Afghaanse leger kunnen overhandigen. Er is immers geen Memorandum of Understanding. Zij kunnen de betrokkene dus niet overhandigen, omdat hij door de Afghaanse regering misschien zou worden gefolterd of vermoord.

Wat moeten zij in voorkomend geval doen? Zij moeten de betrokkene aan het Amerikaanse leger uitleveren, wat een heel grote rompslomp met zich brengt en op het veld een heel groot probleem vormt. Het gevolg is dat ter zake de nood aan een Memorandum of Understanding heel hoog is.

Ik herhaal nogmaals dat onze buurlanden dat al lang hebben. In maart 2010 nam de federale regering, toen nog in volheid van bevoegdheden, de beslissing om het budget ontwikkelingssamenwerking voor Afghanistan op te trekken tot 13 miljoen euro in 2011. Minister Vanackere nam toen ook de beslissing om een volwaardige ambassade te openen in de hoofdstad Kabul. Momenteel heeft ons land daar nog geen ambassadeur, zoals u weet, maar wel een diplomatiek bureau met een zaakgelastigde. Die zaakgelastigde is eigenlijk, hoewel ik het nu misschien wat zwaar uitdruk, een inferieure diplomaat die zo goed als geen diplomatieke kracht heeft en die dus ook geen Memorandum of Understanding kan onderhandelen.

U zult dus begrijpen dat de N-VA sterk vragende partij is om daar zo snel mogelijk een ambassadeur te zetten die voldoende diplomatieke kracht heeft om zo'n Memorandum of Understanding te onderhandelen met de Afghaanse regering.

Mijnheer de staatssecretaris, mijn vragen zijn de volgende.

Ten eerste, werd er ondertussen een volwaardige ambassade geopend in Kabul, of wordt die kortelings, een dezer, geopend? Zal de ambassadeur eindelijk aangesteld worden? Er was vooruitgeschoven dat dit zou gebeuren in het raam van het Europees Voorzitterschap van België. We zijn nu echter een maand verder, maar volgens mij is er nog geen ambassadeur aangesteld. Ook in het Belgisch Staatsblad heb ik over die aanstelling nog niets gelezen. Zo ja, wie is de ambassadeur en hoe wordt de praktische werking georganiseerd? Zo neen, waarom niet en wanneer zal dat dan wel gebeuren?

Ten tweede, waarom is er nog steeds geen Memorandum of Understanding afgesloten met de Afghaanse regering?

Ten derde, zorgt de verhoging van onze diplomatieke aanwezigheid in Kabul voor nieuwe opportuniteiten ten aanzien van het afsluiten van zo'n Memorandum of Understanding? Is dat ook in uw ogen een prioriteit?

18.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Het diplomatieke bureau in Kabul werd door een beslissing van de Ministerraad op 2 april 2010 tot ambassade opgewaardeerd. De aankomst in Kabul van een aangeduid ambassadeur, de heer Michel Lastschenko, is voor 2 februari 2011 voorzien.

Sinds 2004 zijn onderhandelingen lopende met de bevoegde Afghaanse autoriteiten met het oog op de ondertekening van een Memorandum of Understanding dat de repatriëring van uitgeprocedeerde asielzoekers tot doel heeft. In 2007 lag een ontwerp van akkoord voor maar van Afghaanse zijde was men bijzonder weinig enthousiast om te ondertekenen. Op 1 januari 2010 heeft men van Belgische zijde getracht de onderhandelingen over het akkoord nieuw leven in te blazen door een Afghaanse ambtelijke delegatie uit te nodigen in België, echter zonder concreet resultaat. De staatssecretaris van Asiel en Migratie kan u hieromtrent nadere toelichting verschaffen.

De onderhandelingen die de ondertekening van een Memorandum of Understanding met betrekking tot de transfer van gevangenen tot doel hebben bevinden zich in een haast identieke situatie. In beide gevallen is dit niet te wijten aan een gebrek aan energie vanwege die diensten van de minister in Brussel of van onze vertegenwoordiger ter plaatse.

De minister hoopt inderdaad met u dat de aanwezigheid van een volwaardig ambassadeur tot een doorbraak ter zake kan leiden.

18.03 **Theo Francken** (N-VA): Ik dank de heer staatssecretaris voor zijn antwoord.

Ik begrijp dus dat er vanaf volgende week eindelijk een volwaardige ambassadeur zal zijn, die man heet Michel Lastschenko. Hij komt uit Servië. Dus, vanaf 2 februari 2011 komt er een volwaardige ambassadeur in Kabul. Hij zal daar de leiding nemen van die onderhandelingen, waar jullie sinds 2004 mee bezig zijn, maar tot nu toe is het nooit gelukt. In januari 2010 zijn we opnieuw gestrand, maar jullie geven niet op en die twee Memorandums of Understanding, enerzijds voor repatriëring, anderzijds voor defensieproblematiek, die zullen dan hopelijk met de nieuwe ambassadeur in een stroomversnelling komen.

Ik wil heel kort zeggen, mijnheer de voorzitter, dat ik daar echt verheugd om ben. Ik vind het natuurlijk erg dat het zo lang heeft moeten duren en ik denk dat we ook eens moeten nadenken of er toch geen extra druk kan geplaatst worden op het feit dat wij in zulke grote aantallen militair aanwezig zijn in Afghanistan. Uiteindelijk denk ik dat de Afghaanse regering ons zou moeten bedanken voor onze aanwezigheid in Afghanistan, zij heeft daar alle belang bij. Nederland heeft één ding gedaan: ze hebben gezegd dat ze alleen met troepen naar Uruzgan gaan als er een Memorandum of Understanding is. De Afghaanse regering heeft zich ongelooflijk gehaast om dat MOU zo snel mogelijk te tekenen.

Ik denk dat we ook in de toekomst moeten leren, mijnheer de staatssecretaris, dat we eerst een MOU eisen, vooraleer we buitenlandse strijdkrachten sturen. Ik weet nu heel concreet, onder andere door mijn vorige vraag aan de staatssecretaris in verband met asiel en migratie over de Afghaanse illegalen, dat er geen enkele Afghaan wordt teruggestuurd, dus dat alle Afghanen de facto papieren krijgen in België. Dit zorgt natuurlijk voor een geweldig aanzuigeffect, want iedereen in Afghanistan begint dat ook te door te hebben.

Ik hoop dan ook dat hier iets zal gebeuren. Ik zal u de komende weken en maanden dan ook blijven ondervragen tot die zaak effectief rond is en die MOU's afgesloten zijn.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

19 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de sterke Chinese financiële greep op Europa" (nr. 1878)

19 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'importante mainmise financière de la Chine sur l'Europe" (n° 1878)

19.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, China voert meer uit dan in, waardoor het land stelselmatig internationale reserves opstapelt.

Peking belegt niet alleen in de Verenigde Staten, maar gaandeweg ook in Europa. Zo hebben zij de afgelopen weken bijvoorbeeld voor miljarden staatsobligaties van Griekenland gekocht. Volgens een Portugese krant staat China ook klaar om voor vier tot vijf miljard in te brengen bij de uitgifte van Portugese staatsobligaties.

China zou achter de schermen ook een van de investeerders zijn in de obligaties die het Europees Noodfonds – EFSF – uitgeeft. Voor niets gaat de zon op. Er valt te vrezen dat China op die manier, naast financiële, toch ook wel politieke invloed aan het kopen is.

Mijnheer de staatssecretaris, ik heb de volgende concrete vragen. Wat als Athene binnenkort een standpunt zou willen innemen dat Peking niet helemaal zint, bijvoorbeeld in verband met de mensenrechten in China? Als China dan dreigt de Griekse staatsobligaties te dumpen, kan Griekenland geen kant meer uit.

Is er sprake van een groeiende interesse van China in Zuid- en Zuidoost-Europa? Meer bepaald uit berichten in de internationale pers haal ik dat China de afgelopen jaren enorm heeft geïnvesteerd in de Balkan en vooral in een aantal havens in en rond de Balkan.

Ik hoop dat dit een bezorgdheid is van u en van alle Belgische en Europese beleidsvoerders. Wat overwegen de Europese ministers van Buitenlandse Zaken te doen tegen deze groeiende invloed van China op ons continent? Dreigen wij onze soevereiniteit niet kwijt te spelen? Hebt u ook de indruk dat er in België steeds meer Chinese geldstromen zijn, althans meer dan vroeger?

19.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Mijnheer de voorzitter, eerst en vooral lijkt het de minister niet nuttig om op hypothetische vragen te antwoorden.

Ten tweede, er is inderdaad sprake van een groeiende interesse van China voor Zuid en Zuidoost-Europa maar dit baart de minister geen zorgen. Hij zou willen aanstippen dat het vanuit Chinees oogpunt logisch is om in euro gedomineerde obligaties te willen investeren. Enerzijds beschikt China over de belangrijkste wisselreserves ter wereld. Deze zijn evenwel in hoofdzaak in US dollars aangehouden. Het mag daarom ook niet verwonderen dat de Chinese overheid ernaar streeft om haar activa te diversifiëren teneinde aldus hun kwetsbaarheid ten opzichte van de Amerikaanse munt te verminderen. Anderzijds moet men ook indachtig zijn dat de Europese Unie de eerste handelspartner is van China. Vanuit dat perspectief neemt de Chinese overheid een rationele houding aan door de economische stabiliteit in een van haar belangrijkste exportmarkten te willen ondersteunen.

Ten derde, de EU is gestart met een interne discussie over de relatie met haar strategische partners. Het spreekt vanzelf dat China in dit kader ook aan bod komt. De minister ziet echter geen tekenen die erop zouden wijzen dat de Europese soevereiniteit op het spel zou staan. China is zeker niet het eerste land dat investeert in Europa. Het staat voorts elk land vrij om het product van zijn handelsoverschot te investeren op de manier die hem het meest geschikt lijkt en in de fondsen die de beste economische vooruitzichten bieden. Vanuit het oogpunt van de EU en de EU-lidstaten die onlangs problemen hebben ondervonden om zich aan een aanvaardbare rentevoet te herfinancieren, kan de Chinese belangstelling voor in euro gedomineerde obligaties enkel als bemoedigend worden beschouwd daar waar het van aard is om de obligatiemarkten te kalmeren.

Ten vierde, uw vraag of het volume van de Chinese financiële stromen naar ons land onlangs is toegenomen, dient u te richten aan de minister van Financiën.

19.03 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de staatssecretaris, ik begrijp het wel. Ofwel heeft men vrij verkeer van goederen, kapitaal en mensen. Ofwel moet men niet afkomen als China komt investeren. Ik begrijp wel dat dit een rationele en positieve houding van China is.

U hebt gelijk als u dit van de kant van China bekijkt. Ik denk dat dit echter ook wel een politieke kant heeft. Ik wil alleen verwijzen naar de groeiende invloed van China in Congo, onze voormalige kolonie. Ik heb de indruk dat China daar stilaan de positie van België aan het innemen is, maar dat is een andere discussie.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

20 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de Belgische houding tegenover de onafhankelijkheid van Zuid-Sudan" (nr. 2291)**

20 **Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position de la Belgique concernant l'indépendance du Sud-Soudan" (n° 2291)**

20.01 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, over Zuid-Sudan werd er al een vraag gesteld. De samenlevingsproblemen, zoals dat dan heet, tussen de etnisch verschillende bevolkingsgroepen in Sudan, zijn zodanig groot geworden dat de beide landsdelen uit elkaar gaan. Eigenlijk heeft het arme zuiden in een referendum besloten om zich af te scheiden. Minstens 60 % van de bevolking heeft aan het referendum deelgenomen. Ik meen begrepen te hebben dat een zeer ruime meerderheid van die deelnemers inderdaad gekozen heeft voor de afscheiding, namelijk 80 %, 85 % of misschien zelfs meer.

De vraag is hoe het nu verder moet. Uit berichten meen ik begrepen te hebben dat men op een termijn van zes maanden naar onafhankelijkheid zou willen gaan.

Mijn vraag is hoe België op die democratisch gelegitimeerde onafhankelijkheidsverklaring van het zuiden van Sudan zal reageren.

Heel concreet heb ik daarover de volgende vragen.

Ten eerste, heeft de minister klachten ontvangen wegens onregelmatigheden tijdens het referendum? Zijn er onregelmatigheden gebeurd op het vlak van de organisatie van het referendum of het tellen van de stemmen, als u daarover al iets zou hebben vernomen?

Ten tweede, wat zal de houding zijn van België tegenover de secessie van Zuid-Sudan ten opzichte van het islamitische noorden?

Ten derde, ongetwijfeld heeft er overleg plaatsgehad met de EU-lidstaten. Dat denk ik en hoop ik. Is er een gezamenlijk standpunt te verwachten?

Ten vierde, gesteld dat alles loopt zoals het zou moeten lopen en dat er daar tegen de maand juli een onafhankelijke staat komt, openen wij dan een ambassade in Zuid-Sudan? Zo ja, wanneer? Zo neen, waarom niet?

20.02 Staatssecretaris **Olivier Chastel**: Ten eerste heeft de minister daarover geen klachten ontvangen. Volgens het algemene oordeel van de internationale waarnemers verliep het referendum vreedzaam en bleven onregelmatigheden grotendeels achterwege. Het tellen van de stemmen is nog aan de gang. De uitslag zal pas over een paar weken bekend worden gemaakt.

Ten tweede heeft ons land, net zoals de internationale gemeenschap, ook steeds gepleit voor een correcte uitvoering van het alomvattende vredesakkoord dat in 2005 ondertekend werd tussen het Noorden en het Zuiden. Het CPA voorzag in de organisatie van een referendum, waarbij de secessie van Zuid-Sudan als een expliciete optie gold. Als de secessie de uitkomst vormt van het referendum, dan is er geen enkele reden waarom België dat in vraag zou stellen.

Binnen de Europese Unie werd ten derde in 2010 door de minister van Buitenlandse Zaken vier keer over Sudan een debat gevoerd tijdens de Raad Buitenlandse Zaken, die in principe een keer per maand bijeenkomt. Telkens werden er Raadsbesluiten goedgekeurd, die het standpunt van de EU weerspiegelen. Ook op de Raad Buitenlandse Zaken van 31 januari 2011 staat Sudan op de agenda. Dat zal de gelegenheid vormen voor de EU om te reageren op het referendum.

Ten vierde is er nog geen beslissing getroffen over een eventuele opening van een Belgische ambassade in Zuid-Sudan, in geval de regio onafhankelijk zou worden.

20.03 Peter Logghe (VB): Ik dank u voor uw antwoord, mijnheer de staatssecretaris. Er valt eigenlijk heel weinig aan toe te voegen. We volgen de zaak op en zullen verder zien. Bij een onafhankelijkheid komen we eventueel nog eens terug met een paar vragen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

21 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "een nieuwe massaverkrachting in Congo" (nr. 2292)

21 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "de nouveaux viols de masse perpétrés en RDC" (n° 2292)

21.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, in het verleden kwam het Congolese leger nu en dan in het nieuws met massaverkrachtingen of andere schendingen van vrouwen, kinderen, bepaalde bevolkingsgroepen.

Begin dit jaar organiseerde het Congolese regeringsleger een strafcampagne tegen het dorp Fizi, waar een regerings soldaat in een ruzie met een vrouw zou zijn omgekomen. Bij de strafcampagne werden naar schatting 50 vrouwen verkracht. Ondertussen lees ik dat het er 70 zouden zijn. Een deel van de bevolking sloeg op de vlucht.

Het humanitair bureau van de VN was over de feiten blijkbaar vrij duidelijk, en vermeldt dat een luitenant-kolonel, een hogere officier, van het Congolese leger aan de verkrachtingen zou hebben meegedaan.

Met in het achterhoofd de 17 miljoen euro steun, ik weet ondertussen van minister Vanackere dat het iets meer is dan 17 miljoen euro, die België voor het organiseren van verkiezingen in Congo uittrekt, is het toch wel nuttig te weten hoe het beleid op deze nieuwe, zware feiten zal reageren.

Mijnheer de staatssecretaris, hebt u kennis genomen van het verslag van het humanitair bureau van de VN? Wat is uw reactie? Was hierover al buitenlands overleg met de Congolese ambtsgenoot of de Congolese ambassadeur?

Wat zijn de eventuele politieke gevolgen van dit incident? Wordt dit als een accident de parcours beschouwd, of zullen wij dit proberen te wegen?

Ik meen te weten dat onze financiële hulp niet vrijblijvend mag zijn en dat wij in elk geval moeten letten op een goede degelijke organisatie van de verkiezingen. Er is al een grondwetsherziening geweest. Er waren al een aantal moorden op de universiteit van Kinshasa. Dat weet u. Dit komt er nu bovenop. Heeft dit alles politieke gevolgen voor het beleid van ons land?

21.02 Staatssecretaris Olivier Chastel: Mijnheer de voorzitter, in antwoord op uw vraag omtrent de massaverkrachtingen gepleegd in januari in Fizi door soldaten van FARDC, kan de minister bevestigen dat zijn diensten hiervan op de hoogte waren, dankzij berichtgeving van onze ambassade in Kinshasa.

Ook in New York heeft onze permanente vertegenwoordiging deze zaak van nabij opgevolgd. Rapporten over deze zaak werden op vraag van de Veiligheidsraad opgesteld door het departement bevoegd voor vredesoperaties.

Ten gevolge van deze aandacht voor de zaak in New York heeft MONUSCO in Kinshasa de verwijdering en de vervolging gevraagd van de bevelhebber.

Ondertussen heeft het Congolese regeringsleger luitenant-kolonel Kibibi Mutware eind vorige week aangehouden wegens zijn vermoedelijke betrokkenheid bij de massaverkrachtingen die begin januari 2011 in Fizi hebben plaatsgevonden. Een tiental andere soldaten werden eveneens gearresteerd door het FARDC.

Wat uw precieze vraag naar Belgische tussenkomst betreft, kan de minister er zich toe beperken aan te geven dat er in deze zaak met volle Belgische steun een op het eerste gezicht doeltreffende tussenkomst is geweest via de geëigende VN-kanalen, die echter nader opgevolgd zal moeten worden. Deze verkrachtingen zijn onaanvaardbaar en er moet tegen opgetreden worden.

België is ervan overtuigd dat de verdieping van het democratiseringsproces een fundamenteel positieve invloed zal hebben op de algemene stabiliteit van het land en ook op de mensenrechtensituatie. De minister ziet niet hoe de dramatische gebeurtenissen in Fizi onze financiële steun aan de verkiezingen in vraag zouden stellen. België volgt het verkiezingsproces in Congo van nabij op. Onze verdere financiële ondersteuning van de verkiezingen zal geëvalueerd worden in functie van de voortgang van dit proces.

21.03 Peter Logghe (VB): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord.

U spreekt over een doeltreffende tussenkomst en het feit dat de verkrachting als onaanvaardbaar moet worden beschouwd. Ze is natuurlijk wel gebeurd. Wij organiseren in België ook regelmatig verkiezingen, maar van massaverkrachtingen naar aanleiding daarvan heb ik echter nog weinig of niet gehoord.

Bij mij gaat er een belletje rinkelen als ik zie dat kort geleden een grondwetsherziening werd doorgevoerd waaruit blijkt dat president Kabila zijn volgende ambtstermijn aan het voorbereiden is. U weet het goed: soldaten in Oost-Congo kunnen inderdaad voor een destabiliserend effect zorgen door deze en andere groepsverkrachtingen. Ik ben niet helemaal gerustgesteld door uw antwoord, maar we komen op die zaak misschien nog terug.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.43 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16.43 heures.*